



**2012**  
Conseil des  
gouverneurs

**La petite agriculture durable:  
nourrir le monde,  
protéger la planète**

# La petite agriculture durable: nourrir le monde, protéger la planète

## Introduction

Alors que le monde se préoccupe enfin des problèmes urgents que posent la dégradation de l'environnement, la pénurie de ressources et le changement climatique, la notion de durabilité prend la place qu'elle mérite au cœur des débats à propos du développement agricole et rural.

Les agriculteurs sont confrontés à une double réalité très difficile pour les 40 prochaines années: ils doivent accroître de 70% la production d'aliments d'ici à 2050 pour nourrir une population toujours plus nombreuse et plus urbaine, et ils doivent le faire alors que, selon toute probabilité, la progression de la superficie de terres arables ne dépassera pas 12% dans les pays en développement<sup>1</sup>. Ce défi majeur ne pourra être relevé qu'à la condition que la durabilité soit au centre des stratégies de renforcement de la sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté dans chaque pays et au sein de chaque communauté. Aucune autre stratégie n'a la moindre chance de nourrir la population actuelle tout en assurant la protection et la régénération des ressources naturelles dont les générations futures auront besoin pour préserver leurs moyens de subsistance.

Cela signifie qu'il faut intensifier la production alimentaire parallèlement à l'évolution des méthodes de production. Le secteur agricole va se recentrer sur les communautés et instaurer à l'échelon local une répartition équilibrée entre cultures, élevage, pêche et systèmes agroforestiers afin d'éviter l'emploi excessif de pesticides et d'engrais minéraux et de préserver la fertilité des sols et les services écosystémiques, tout en augmentant la production et les revenus. Il faudra impérativement travailler au sein des écosystèmes en employant des processus naturels et en panachant techniques nouvelles et traditionnelles.

Heureusement, cette évolution est déjà amorcée. Dans le monde entier, des agriculteurs démontrent les avantages qu'apportent la protection du patrimoine naturel et le travail en harmonie avec les écosystèmes locaux:

- Au Brésil, trois États du Sud appuient les cultures sans labour et l'agriculture de conservation<sup>2</sup>.
- Le Réseau africain des pratiques agricoles de conservation rassemble des agriculteurs et des responsables politiques convaincus de la nécessité d'améliorer la productivité agricole tout en utilisant les ressources naturelles de manière durable.
- Le XI<sup>e</sup> Plan quinquennal établi par le Gouvernement chinois pour la période 2006-2010 mettait en avant la nécessité de réduire les répercussions de l'agriculture sur l'environnement et préconisait la production d'aliments biologiques, la conservation des ressources en eau et l'adoption de pratiques durables.
- Aux Philippines, le gouvernement a mis un terme au programme de subvention des engrains et instauré une politique de fertilisation équilibrée qui encourage l'association d'engrais organiques et minéraux dosés en fonction des spécificités locales.

1 La population mondiale, qui compte aujourd'hui près de 7 milliards d'habitants, devrait atteindre 9,3 milliards en 2050 et 10,1 milliards en 2100. Voir le rapport intitulé *Perspectives démographiques mondiales: la révision de 2010*. Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU (2010). L'estimation de la superficie des terres arables provient de Bruinsma (2009), tel que cité dans le *Rapport sur la pauvreté rurale 2011* établi par le FIDA.

2 L'agriculture de conservation a pour objet de concilier viabilité à long terme et rentabilité en mettant en avant trois grands principes: la réduction du travail du sol, la couverture permanente du sol et la rotation des cultures.

- En Inde, l'État du Rajasthan appuie l'aménagement des bassins versants et la gestion des sols et offre des incitations à l'emploi d'engrais biologiques.
- L'Indonésie a interdit un certain nombre de pesticides et créé des fermes-écoles pour former les paysans à la lutte intégrée contre les ravageurs<sup>3</sup>.

Au demeurant, ces réalisations sont le plus souvent ponctuelles et isolées. Nous savons que l'agriculture durable est la seule solution d'avenir; pourtant, dans de nombreux cas, les mesures qui permettraient d'amplifier et de généraliser les démarches qui ont porté leurs fruits ne sont pas encore en place.

Les petits paysans ont montré, lorsqu'ils peuvent s'appuyer sur des politiques cohérentes et des incitations équitables, qu'ils sont prêts à changer leur façon de travailler et qu'ils en sont capables. Pour peu qu'ils puissent bénéficier des techniques et des innovations appropriées et qu'ils reçoivent la formation voulue, ils ont obtenu des résultats qui apportent de nombreux avantages aux communautés, aux écosystèmes et aux ressources naturelles, ainsi qu'aux paysans eux-mêmes. Mais en l'absence de soutien institutionnel, il n'est pas réaliste d'espérer que les paysans pauvres vont modifier leur façon de travailler pour des raisons altruistes. Il nous faut travailler aux côtés des petits paysans et les aider à être en mesure de mettre au point des solutions durables. C'est là le meilleur moyen de stimuler la production de denrées alimentaires et d'améliorer les moyens de subsistance tout en préservant l'environnement.

## Le rôle crucial des petits exploitants

Dans le monde en voie de développement, les quatre cinquièmes des aliments sont produits au sein d'environ 500 millions de petites exploitations<sup>4</sup>. Les petits paysans vivent au sein des espaces les plus vulnérables au monde sur le plan environnemental et climatique (collines, terres arides, plaines inondables), dont ils tirent leur subsistance, et ils sont tributaires de ressources naturelles soumises aux aléas climatiques. Ils sont aux avant-postes de l'action engagée à l'échelle mondiale pour lutter contre le changement climatique, la dégradation de l'environnement, la pauvreté et le travail des enfants<sup>5</sup>. Ces femmes et ces hommes, et tout particulièrement les populations autochtones et les jeunes, représentent la plus forte proportion de ceux qui vivent avec moins de 1,25 USD par jour et la grande majorité de la population mondiale souffrant de malnutrition. Grâce à leur ingéniosité associée à un travail

### Un contexte mondial imprévisible

Trois facteurs qui échappent à tout contrôle – les conditions climatiques, les pressions qui s'exercent sur les ressources naturelles et la hausse des prix – s'acharnent contre les agriculteurs du monde entier. Ces aléas posent des problèmes particuliers aux petits paysans qui, en raison de leur pauvreté, ne disposent d'aucune marge de manœuvre pour faire face aux imprévus.

Les agriculteurs luttent pour préserver les rendements des cultures alors qu'ils sont confrontés à la sécheresse, à la montée du niveau des mers et à la dégradation des sols. L'augmentation de la demande de viande et de produits laitiers au sein des classes moyennes en plein essor dans des pays très peuplés intensifie la pression sur des ressources naturelles déjà insuffisantes. La hausse des prix de l'énergie et des intrants se traduit par une augmentation des coûts pour les petits paysans pauvres. La hausse des prix des produits alimentaires pourrait leur être bénéfique, à condition toutefois qu'ils puissent accéder aux intrants, technologies, connaissances et débouchés qui leur permettront de gagner en productivité.

<sup>3</sup> FIDA, *Rapport sur la pauvreté rurale 2011* (Rome, 2011). La lutte intégrée contre les ravageurs prend en considération le cycle de vie des ravageurs et leur interaction avec l'environnement, de manière à limiter l'usage de pesticides.

<sup>4</sup> FAO, *Produire plus avec moins* (Rome, 2011), chapitre 1, disponible à la page: <http://www.fao.org/ag/save-and-grow/fr/1/index.html>. Environ 97% des exploitations agricoles des pays en développement ont une superficie inférieure à 10 hectares (FAO, Recensement agricole mondial).

<sup>5</sup> Soixante pour cent des enfants qui travaillent le font dans le secteur agricole (OIT, 2010).

**“En dépit des progrès majeurs apportés par la Révolution verte, près d'un milliard de personnes souffrent encore de faim ou de dénutrition. Aujourd’hui, les agriculteurs du monde entier expérimentent des méthodes de gestion intégrée des sols, de l'eau et de la végétation. Ces méthodes associent la science moderne et les savoirs traditionnels. Lors de la Conférence Rio +20, nous devrons avoir pour ambition de donner un coup d'accélérateur à la «révolution doublement verte». Celle-ci permettra de répondre à l'essor de la demande mondiale de produits alimentaires tout en protégeant les sols, l'eau et la biodiversité. La voie de l'avenir est toute tracée.”**

**– M. Sha Zukang, Secrétaire général de la Conférence Rio +20**

acharné, ils parviennent à nourrir environ un tiers de l'humanité en dépit des difficultés innombrables auxquelles ils sont confrontés.

Les petits producteurs sont la clé de voûte des économies rurales, et ils produisent dans de nombreux pays une part importante des exportations de produits alimentaires. Mais la contribution considérable qu'ils apportent pour nourrir la planète peut encore être accrue. Pour que ce potentiel de croissance se concrétise, il faudra procéder à des investissements permettant aux petits exploitants d'accéder à toute une série de moyens et d'outils: technologies vertes, énergie, terres, crédit, formation, infrastructures, informations sur les marchés et influence politique.

## Priorités internationales

La nécessité impérieuse de s'orienter vers des pratiques agricoles plus durables qui respectent les écosystèmes locaux au sein de paysages plus vastes gagne du terrain dans les débats internationaux. L'agriculture sera l'un des enjeux majeurs de la Conférence sur le développement durable Rio +20 qui se déroulera en juin prochain, et ce thème a occupé une place de premier plan dans les discussions préparatoires à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques qui se tiendra à Durban fin novembre et début décembre<sup>6</sup>. C'est dans ce contexte que le FIDA, en qualité d'institution financière, va faire valoir la nécessité d'accroître les investissements dans l'agriculture et d'encourager une approche durable propre à renforcer les moyens d'action des petits agriculteurs. L'objectif consiste à libérer leur potentiel afin d'accélérer la croissance et de contribuer à la sécurité alimentaire mondiale.

## Vers un nouveau paradigme

On entend trop souvent dire qu'il faut inévitablement arbitrer entre l'essor de la production agricole et le souci de l'environnement. Or cette alternative est une impasse. Nous pouvons concilier ces deux impératifs, et nous devons le faire, faute de quoi nous échouerons sur les deux tableaux<sup>7</sup>. À longue échéance, il est impossible de maintenir la production agricole au détriment du patrimoine naturel. Dans la plupart des régions, nous constatons aujourd'hui les coûts qu'entraîne une agriculture qui ne respecte pas l'environnement:

- La perte de diversité des cultures atteint 75% depuis 1900<sup>8</sup>.
- 70% des pêcheries mondiales sont en danger, sous la menace de la surpêche et de la dégradation de l'environnement<sup>9</sup>.
- Environ 5,2 millions d'hectares de forêts disparaissent chaque année<sup>10</sup>.

<sup>6</sup> La dix-septième Conférence des Parties à la Convention sur les changements climatiques (Conférence de Durban, du 28 novembre au 9 décembre 2011) sera axée sur la mise en œuvre de la Convention et du Protocole de Kyoto, ainsi que du Plan d'action de Bali et des Accords de Cancun.

<sup>7</sup> Selon l'Alliance pour une révolution verte en Afrique, la dégradation de l'environnement est responsable de pertes comprise entre 4% et 12% du PIB sur le continent africain.

<sup>8</sup> FAO, *L'Etat des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde*, deuxième rapport (Rome, 2010).

<sup>9</sup> Voir la page: [http://www.iucn.org/about/work/programmes/pa/pa\\_what/?4646/2/Aires-Protegées-Marine--Pourquoi-en-avoir](http://www.iucn.org/about/work/programmes/pa/pa_what/?4646/2/Aires-Protegées-Marine--Pourquoi-en-avoir).

<sup>10</sup> FAO, *Évaluation des ressources forestières mondiales 2010*, Forêts 163 (Rome, 2010).

La seule solution d'avenir consiste à considérer le secteur agricole comme une activité renouvelable et non comme une activité extractive. Cette conception souscrit à l'idée que l'agriculture est une interaction avec des écosystèmes plus vastes, tout en améliorant la gamme des moyens de subsistance accessibles aux petites exploitations, qui sont au nombre d'environ 500 millions dans le monde. À longue échéance, il n'y a pas à arbitrer entre production et durabilité, bien au contraire: sans durabilité, la production ne peut que flétrir.

À court terme, toutefois, s'ils ne disposent pas de l'appui et de l'environnement politique nécessaires, les petits exploitants qui se situent juste au-delà ou en deçà du seuil de pauvreté ne sont pas toujours incités à privilégier des méthodes durables. Par exemple, lorsque des paysans qui pratiquent une agriculture de subsistance se voient proposer la possibilité d'augmenter les rendements à l'aide d'engrais chimiques, il y a de fortes chances qu'ils le fassent si c'est la meilleure solution dont ils disposent pour nourrir leur famille<sup>11</sup>. Mais lorsque des politiques et des incitations adaptées sont en place, les petits exploitants ont montré qu'ils se situent dans une perspective à long terme et privilégient les techniques durables. Les mesures instaurées par les pouvoirs publics qui dissuadent les petits agriculteurs de se soucier des ressources naturelles donnent des résultats désastreux et menacent le patrimoine dont les communautés rurales ont justement besoin pour assurer leur survie à long terme.

Les approches à la fois nouvelles et durables de l'agriculture offrent aux petits exploitants de meilleures perspectives de subvenir à leurs besoins. Parallèlement, elles illustrent parfaitement ce qu'est l'approche paysagère de l'agriculture<sup>12</sup>, dont nous avons besoin pour préserver et augmenter les réserves de ressources naturelles de la planète. Partout à travers le monde, des petits exploitants nous montrent d'ores et déjà que ces démarches peuvent beaucoup leur apporter et garantir la pérennité des communautés, tout en assurant le renouvellement et la protection du patrimoine naturel mondial.

## Nécessité d'offrir des solutions adaptées aux situations locales

Bien que le défi de l'agriculture durable soit d'ampleur mondiale, il appelle des réponses adaptées à chaque situation locale. D'un endroit à l'autre, il existe des différences considérables en fonction du patrimoine naturel, de la densité de population, des relations sociales et politiques et des débouchés, mais aussi des expériences, innovations, apprentissages et perfectionnements accumulés au fil des générations successives. À chaque situation correspondent des perspectives d'intensification durable différentes, des besoins différents et des contraintes différentes.

Prenons l'exemple des engrais. Dans de nombreuses régions d'Afrique subsaharienne, l'adoption de pratiques durables peut impliquer une utilisation plus importante d'engrais comme auxiliaire indispensable des méthodes biologiques. En revanche, dans de nombreuses régions d'Asie, l'intégration des systèmes de culture et d'élevage et une meilleure gestion biologique des éléments nutritifs des plantes peuvent aboutir à une diminution des besoins de fertilisation. Différents systèmes agricoles peuvent devenir plus durables et simultanément plus productifs et plus rentables.

## Accès aux technologies vertes et aux innovations

Les innovations durables apportent de multiples avantages sur le plan des rendements, des bénéfices, des capacités à faire face aux caractéristiques climatiques et de la réduction de la pauvreté:

- Au Malawi et au Zimbabwe, la plantation d'acacias dans les champs de maïs a permis de tripler les rendements, d'améliorer la résistance des sols, la teneur en azote et la capacité de rétention de l'eau, et de réguler le microclimat<sup>13</sup>.

11 Il en va des techniques et des intrants agricoles comme du reste: les prix influent sur la demande. Subventionner les produits agrochimiques, les engrais minéraux et l'eau à usage agricole revient à encourager leur utilisation. Dans certaines régions, la suppression progressive de ces subventions, associée à l'instauration de subventions pour les engrais biologiques, est tout à fait justifiée.

12 Les approches paysagères intègrent les plans relatifs à la production vivrière et à d'autres usages de la terre dans des schémas plus vastes visant à préserver à long terme l'environnement, la pureté de l'eau et de l'air et la biodiversité.

13 Pour de plus amples informations, consulter la page: <http://www.africanagricultureblog.com/2010/11/fertilizer-tree-triples-malawi-zambia.html>.

- Dans le cadre d'un projet appuyé par le FIDA dans le village de Nyange, situé dans le district de Ngororero, au Rwanda, les stagiaires d'une ferme-école obtiennent une augmentation des rendements pouvant atteindre 300% (par rapport aux rendements obtenus avec des méthodes traditionnelles) en appliquant les principes de gestion intégrée des ravageurs et en n'employant les engrains que lorsque leur utilité est démontrée.
- Dans la province du Guangxi, en Chine rurale, le FIDA et les pouvoirs publics ont aidé les ménages à construire des générateurs de biogaz qui utilisent les déjections des animaux d'élevage et les rejets des toilettes du foyer pour produire de l'énergie utilisée pour cuisiner, mais aussi un engrain organique de grande qualité. La santé des familles s'est améliorée, on estime à 56 600 tonnes la quantité de bois de feu économisée chaque année, les rendements agricoles ont augmenté et le revenu moyen des habitants du village a été multiplié par quatre.

Les innovations en matière de sources d'énergie vertes sont une autre solution à envisager. Les systèmes de pompage solaire photovoltaïque<sup>14</sup>, les éoliennes, la désalinisation solaire directe, les réchauds et les réfrigérateurs solaires et l'électricité solaire ne sont que quelques exemples parmi d'autres de technologies vertes d'ores et déjà disponibles, qu'il serait facile d'adapter aux communautés rurales. Tous ces dispositifs recèlent un potentiel considérable d'économies d'énergie et d'argent, le principal obstacle à leur adaptation étant leur coût initial<sup>15</sup>.

Quoiqu'il en soit, les outils innovants ne sont utiles que s'ils s'appuient sur des politiques, des infrastructures et des structures de marché adaptées. Les dispositifs à énergie verte ont beau exister, ils ne sont d'aucune utilité pour les populations rurales pauvres si celles-ci ne peuvent avoir accès au crédit pour les acheter ou à des formations pour apprendre à les utiliser. Les nouvelles méthodes ont beau accroître les rendements, si la paysanne n'est pas en mesure d'apporter sa production au marché, l'effet sur ses revenus sera négligeable. L'influence des nouvelles techniques de production sera minime si les petits producteurs ne peuvent pas obtenir d'informations sur les prix ou accéder à des réseaux qui leur permettraient d'écouler leur production à un prix équitable. En d'autres termes, l'innovation n'a d'utilité que si elle s'intègre dans un cadre rendu fondamentalement plus porteur, afin de permettre aux petits producteurs de retirer les bénéfices de leur créativité et de leur dur labeur.

Développer l'agriculture durable suppose également d'augmenter les investissements dans la recherche agronomique. L'appui apporté aux travaux de recherche dans les pays en développement, généralement insuffisant, est aujourd'hui revu à la baisse. Selon la Conférence mondiale sur la recherche agricole pour le développement, il est urgent d'inverser cette tendance<sup>16</sup>. Pour que l'intensification durable puisse contribuer à l'augmentation de la productivité agricole, il est nécessaire d'augmenter les budgets de recherche et d'en consacrer une part plus importante à lever les obstacles à l'intensification durable auxquels les petits exploitants agricoles sont confrontés.

## **Des politiques et un environnement favorables à l'agriculture**

Rappelons un point essentiel: dans le cadre d'un environnement favorable et porteur, les petits paysans vont adapter les démarches écologiques à la situation locale et amplifier les initiatives réussies. Les responsables ont à leur disposition toute une gamme d'outils permettant de libérer le potentiel des petits producteurs afin qu'ils puissent se doter de moyens de

<sup>14</sup> Il s'agit d'une solution viable sur le plan écologique qui permet d'améliorer l'accès des ménages ruraux à l'eau, de réduire la salinité et l'érosion des sols, de produire pendant la saison sèche et d'obtenir une augmentation de la production agricole pouvant atteindre 30%. Les rayons du soleil frappent un panneau photovoltaïque qui produit de l'électricité pour alimenter une pompe immergée dans un puits. L'eau pompée s'écoule par une canalisation et se déverse dans un réservoir de stockage.

<sup>15</sup> Les sources d'énergie vertes ont généralement un coût initial plus élevé que les énergies traditionnelles. Mais si l'on prend en considération leur coût d'exploitation et d'entretien extrêmement faible, les économies réalisées sur la durée de vie de ces dispositifs se comptent en milliers de dollars.

<sup>16</sup> FIDA, *Rapport sur la pauvreté rurale 2011* (Rome, 2011), chapitre 5.

subsistance durables tout en aidant la planète à protéger les ressources naturelles et à atténuer les répercussions du changement climatique. Les principales mesures à prendre sont récapitulées ci-après.

### **Supprimer les facteurs dissuasifs et instaurer des règles du jeu équitables pour les technologies vertes**

Les politiques commerciales et les subventions qui faussent la concurrence, de même que les politiques de gestion des terres inefficaces, ont un effet dissuasif pour les agriculteurs. Il n'est pas rare que les politiques arrêtées par les pouvoirs publics, aussi bien dans les pays industrialisés que dans les pays en développement, désavantagent les approches et les technologies agricoles écologiques. Cependant, on constate des signes annonciateurs d'un changement:

- L'Inde, l'Indonésie et les Philippines ont supprimé les subventions à l'achat d'insecticides, dont l'utilisation a reculé de 50 à 75%, alors que la production de riz continue d'augmenter.
- Au Brésil, le travail minimal du sol est pratiqué sur 60% des terres cultivables du pays.
- À l'échelle mondiale, l'agroforesterie est pratiquée sur 12 à 25% des terres cultivables.
- En Chine, le Ministère de l'agriculture a élaboré des règles de certification des produits agricoles et propose un large éventail de subventions afin d'encourager l'emploi d'engrais organiques et les méthodes reposant sur le travail minimal du sol.
- Avec le soutien du FIDA, le Gouvernement moldave a entrepris d'appuyer la régénération de vastes étendues de terres agricoles vulnérables à l'érosion en aidant les paysans à utiliser des techniques agricoles sans labour permettant de préserver la fertilité des sols et d'améliorer la capacité de résistance des récoltes en cas de sécheresse.

Il est démontré que ces initiatives permettent d'augmenter la productivité tout en améliorant la prestation de services environnementaux essentiels<sup>17</sup>. Lorsque les pouvoirs publics encouragent des approches durables de l'agriculture comportant des avantages multiples, tout le monde est gagnant. Il convient de se demander pour quelles raisons ce phénomène ne prend pas plus d'ampleur.

### **Apporter des financements**

Les petits exploitants ont besoin de moyens financiers importants pour adopter l'intensification durable de l'agriculture. Pour s'adapter à des techniques et des systèmes de production nouveaux tout en faisant face aux répercussions de l'évolution des régimes climatiques, il faudra un soutien financier substantiel. Nous devons faire en sorte que les conditions suivantes soient réunies:

- Des financements sont disponibles pour les aider à s'adapter aux nouveaux systèmes de production et aux nouvelles conditions climatiques et environnementales.
- Des services financiers innovants sont mis en place pour les aider à privilégier la gestion durable des ressources naturelles (la microfinance<sup>18</sup> est en l'occurrence un outil essentiel, de même que la rémunération des services environnementaux)<sup>19</sup>.

17 FIDA, *Rapport sur la pauvreté rurale 2011* (Rome, 2011), chapitre 5.

18 Il est nécessaire de proposer des produits de prêt innovants pour financer des projets dans le domaine de l'eau ou des énergies renouvelables en milieu rural. Selon une étude réalisée en Afrique de l'Ouest auprès d'utilisateurs potentiels de services de microfinance, plus de 80% avaient un projet en rapport avec l'eau susceptible de contribuer à améliorer la productivité agricole, mais seulement 10% étaient en mesure d'obtenir les fonds nécessaires à la réalisation de leur projet. En ce qui concerne l'énergie, la microfinance peut permettre aux ménages ruraux de renoncer aux sources d'énergie traditionnelles (bois, gazole et kerosène), qui sont onéreuses et nuisent à l'environnement, pour se tourner vers des sources d'énergie renouvelables comme le solaire, l'éolien ou le biogaz.

19 La rémunération des services environnementaux est un autre moyen de permettre aux petits paysans d'obtenir les ressources dont ils ont besoin et de faire en sorte de récompenser à sa juste valeur l'important travail qu'ils effectuent. À Foz do Iguaçu, au Brésil, les exploitants du barrage d'Itajpu, qui fournit 25% de l'énergie brésilienne, rémunèrent les municipalités situées sur les rives du lac de barrage en échange du service environnemental qui consiste à pratiquer une agriculture sans labour afin de réduire l'envasement du barrage. Au Maroc et au Kenya, le programme "Crédit pour l'eau verte" rémunère régulièrement les irrigants situés en aval en reconnaissance du rôle important qu'ils jouent dans la gestion des terres et des ressources en eau, ce qui permet aux agriculteurs de consacrer du temps et des moyens à la gestion écologique de l'eau tout en diversifiant leurs revenus et en les aidant à ne pas tomber dans la pauvreté (pour de plus amples informations, consulter la page: [http://greenwatercredits.info/index.php?option=com\\_docman&task=doc\\_view&gid=12&Itemid=2](http://greenwatercredits.info/index.php?option=com_docman&task=doc_view&gid=12&Itemid=2)).

### **Garantir des droits fonciers clairs**

En ce qui concerne la propriété foncière et les modes de faire-valoir, les environnements institutionnels peu structurés et les législations et usages injustes empêchent les petits exploitants de considérer leur activité dans une perspective à long terme et, par conséquent, de privilégier des approches durables de l'agriculture. Cet obstacle gêne plus particulièrement les femmes, les populations autochtones et les jeunes, qui se heurtent à une discrimination inscrite aussi bien dans les législations et les règles successorales que dans les normes et les usages à caractère culturel. Donner aux communautés et aux individus des droits fonciers clairs, c'est les inciter à régénérer ou à préserver les ressources naturelles, par exemple en reboisant des zones forestières et en assurant leur gestion. Les accaparements de terres par des entités privées, qui peuvent priver les petits exploitants de leurs terres agricoles et déstabiliser leur environnement, sont tout aussi préoccupants.

En collaboration avec le Centre mondial d'agroforesterie, le FIDA mène actuellement un Programme de rétribution des pauvres des hautes terres pour la prestation de services environnementaux (RUPES) sur 12 sites dans les pays suivants: Chine, Indonésie, Népal, Philippines, République démocratique populaire lao et Viet Nam. Les communautés obtiennent des droits fonciers garantis et elles fournissent en retour des services environnementaux comme le reboisement, la gestion de zones forestières ou l'utilisation de techniques de protection des sols sur leurs parcelles. D'autres activités comme la préservation des bassins versants ou le maintien des puits de carbone ont des retombées positives pour les communautés vivant dans les plaines. Ces activités montrent que, lorsque les petits paysans bénéficient de la sécurité des droits fonciers sur les terres qu'ils exploitent, ils sont davantage incités à adopter des modes d'agriculture plus durables et plus écologiques.

### **Renforcer les capacités de résistance**

En règle générale, les petits producteurs n'ont aucun système de protection auquel se fier en cas de catastrophe météorologique, de mauvaise récolte, de choc économique ou de maladie ou décès d'un membre de la famille. Cette situation compromet gravement leur capacité à ne pas basculer dans la pauvreté. Elle sape également leur volonté de prendre des risques en optant pour de nouvelles stratégies et modalités de subsistance. Pour que les petits exploitants prennent une part active à l'intensification durable de l'agriculture, il faudra les aider à faire face aux risques auxquels ils sont confrontés.

Dans la région de Tarija, en Bolivie, les zones rurales sont très dépendantes de la pluviosité, et les paysans sont vulnérables face aux calamités météorologiques comme la sécheresse, le gel, la grêle, les inondations, etc. Avec le soutien de l'Organisation internationale du travail, un dispositif pilote d'assurance des récoltes propose désormais aux paysans une triple assurance: assurance contre la perte de récoltes, assurance vie en cas de décès d'un membre de la famille proche, et assurance des biens. Il est prévu d'étendre ce projet au pays tout entier en 2012. Ce type de mécanismes donne aux paysans la possibilité de procéder à des investissements en sachant qu'en cas de problème leur pauvreté ne va pas s'aggraver et ils ne vont pas être contraints de partir chercher du travail en ville<sup>20</sup>.

### **Mobiliser les investissements privés**

Il faut renforcer le plus possible le rôle moteur que joue le secteur privé dans la croissance verte du secteur agricole, qui permet aux petits exploitants d'aller au-delà de l'agriculture de subsistance. Les marchés des produits alimentaires évoluent rapidement, ce qui ouvre un champ considérable pour trouver des solutions qui permettent d'aider les petits exploitants à s'intégrer à des filières de produits alimentaires qui fonctionnent de manière durable. Ce sont les interactions entre acteurs du secteur privé (petits producteurs, intermédiaires, entrepreneurs

20 Pour de plus amples informations, prière de consulter la page: <http://www.guardian.co.uk/global-development/poverty-matters/2011/feb/21/micro-insurance-protect-poor>.

et petites, moyennes et grandes entreprises nationales et internationales) qui déterminent la production, la commercialisation, les résultats économiques et les effets sur l'environnement. Il faut agir avec dynamisme pour mobiliser ces acteurs de manière à encourager les investissements dans la petite agriculture, tout en protégeant les conditions de vie des femmes et des hommes du monde rural et en préservant l'environnement.

Les partenariats public-privé peuvent permettre de réduire les risques inhérents aux investissements dans la petite agriculture, de faciliter la constitution de réseaux, de trouver des créneaux à exploiter et d'inventer des solutions avantageuses pour tous. La stratégie pour le secteur privé que le FIDA s'apprête à publier constituera un cadre permettant d'encourager ces partenariats et de procéder à des investissements judicieux pour ouvrir et développer des perspectives de subsistance à la fois nouvelles et durables.

À Sao Tomé-et-Principe, l'extrême instabilité des cours du cacao a poussé de nombreux producteurs à abandonner leur exploitation. Grâce à un partenariat encouragé par le FIDA entre le producteur de chocolat français Kaoka et les petits paysans locaux, ceux-ci ont commencé à produire, à l'aide de méthodes de culture traditionnelles, des fèves de cacao d'une grande qualité aromatique, dont les prix de vente sont à la fois plus élevés et plus stables que ceux du cacao ordinaire<sup>21</sup>.

### Bâtir la coopération à tous les niveaux

Pour inscrire les pratiques d'agriculture durable dans des plans d'action coordonnés de grande ampleur, il faudra instaurer une coopération entre les différents acteurs à l'échelle mondiale, nationale et locale. Il faudra également mettre en place une communication efficace entre les ministères et toutes les composantes du monde agricole, de la production à la transformation et la commercialisation. Enfin, et c'est un élément tout aussi important, il faudra que les agriculteurs puissent faire entendre leur voix.

Il n'est pas rare que la fragmentation entre les politiques locales, nationales et internationales ainsi qu'entre les éléments de ces politiques compromette les efforts entrepris pour s'attaquer aux défis auxquels le monde est confronté sur le plan de l'environnement et du changement climatique. Parvenir à une intensification durable de l'agriculture de grande ampleur à l'échelle de la planète suppose que toutes les parties concernées agissent de concert dans la cohérence et la complémentarité. Les changements nécessaires sont voués à l'échec si l'un des acteurs, quel qu'il soit et à quelque niveau que ce soit, privilégie des intérêts politiques ou commerciaux à court terme au moment de prendre des décisions importantes.

### Possibilité pour les petits exploitants d'acquérir de nouvelles compétences et de nouvelles connaissances

Pratiquer une agriculture durable n'est pas chose facile. Il s'agit d'une activité qualifiée qui requiert de nombreuses connaissances afin de pouvoir tenir compte des paramètres environnementaux, sociaux et institutionnels en constante évolution qui caractérisent chaque communauté. L'amplification de ce mouvement aura de meilleures chances de succès si les femmes et les hommes chargés d'appliquer des méthodes durables au sein de leur exploitation bénéficient d'une formation et d'un soutien adaptés. Favoriser la mise en place d'un cadre institutionnel porteur pour les petits exploitants – l'accent étant mis sur l'accès aux savoirs, aux intrants, au crédit et aux marchés – doit constituer une part essentielle de l'adoption progressive d'approches durables.

21 Le FIDA a lancé un projet pilote d'une durée de trois ans avec 500 agriculteurs de 11 communautés, Kaoka acceptant de superviser le projet et d'acheter autant de cacao biologique certifié que les agriculteurs pourraient produire. À la clôture du projet pilote, les agriculteurs avaient produit 100 tonnes de cacao biologique certifié, vendu à un prix deux fois et demi supérieur à celui du cacao ordinaire. Les agriculteurs se sont par la suite regroupés en coopérative et ont signé directement avec Kaoka un contrat de cinq ans leur garantissant un prix stable. Le FIDA a étendu la plantation de cacao biologique aromatique à 12 autres communautés de l'île de São Tomé, dans le cadre du Programme d'appui participatif à l'agriculture familiale et à la pêche artisanale, dont l'exécution est en cours.

## **Éducation de base**

Dans les zones rurales, l'accès à l'éducation et la qualité de l'enseignement réclament une attention immédiate:

- L'écart des taux de scolarisation et des taux de réussite entre villes et campagne reste important.
- L'éducation de base dévalorise souvent l'agriculture<sup>22</sup>.
- En règle générale, l'éducation de base n'apprend pas aux jeunes quelle est la place de l'agriculture dans le développement durable et ne perçoit pas en quoi ce thème est lié aux aspirations des communautés à se développer.

## **Enseignement professionnel**

L'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) sont susceptibles d'améliorer les compétences des petits paysans, de leur faire connaître des techniques et des technologies durables et de leur donner les moyens d'améliorer leurs moyens de subsistance. Cependant, ce secteur a été victime d'un manque d'attention ces dernières années. Les résultats des formations existantes n'ont pas toujours été à la hauteur des attentes. Il faut redynamiser ce secteur en mettant l'accent sur les aspects suivants:

- S'adresser aux jeunes.
- Combler l'écart entre hommes et femmes en ce qui concerne l'accès à l'EFTP.
- Faciliter la participation du secteur privé aux sessions de formation.
- Adapter les pratiques agricoles durables et les technologies vertes aux réalités locales.
- Veiller à adopter des démarches participatives accessibles à tous et établir les programmes en fonction des caractéristiques locales.

Les fermes-écoles sont un exemple de réussite en matière d'EFTP. Cette démarche synthétise les principes de l'agroécologie, de l'apprentissage par l'expérience et du développement des communautés. Les paysans réalisent des activités qui les aident à comprendre les caractéristiques écologiques de leurs terres. Les connaissances qu'ils assimilent leur permettent de prendre des décisions adaptées à la situation en matière de gestion des cultures. Plus de 2 millions de paysans ont suivi ce type de formation depuis sa mise en place par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en 1989<sup>23</sup>.

## **Intégration d'acteurs diversifiés**

Pour adopter des approches écologiquement durables de la petite agriculture, nous devons recenser et exploiter toute la gamme de compétences dont dispose l'ensemble des intervenants de ce secteur. Mais certains groupes de population sont traditionnellement empêchés de contribuer au progrès de l'agriculture: la perte des droits fonciers a souvent empêché les populations autochtones de mettre leurs savoirs au service de la protection de la biodiversité et de la régénération du patrimoine naturel dont l'agriculture est tributaire; les femmes ont plus difficilement accès à des moyens comme le crédit ou la formation, ce qui porte un coup sévère à leur productivité; et les jeunes pleins d'ambition qui recherchent un emploi décent ne sont pas incités à s'orienter vers l'agriculture, une activité peu valorisante qui procure de maigres

22 Durant les discussions de haut niveau et les événements parallèles organisés à l'occasion du Conseil des gouverneurs du FIDA de 2011, les intervenants sont revenus à maintes reprises sur le fait qu'il est difficile d'inciter les jeunes talents à mettre leurs compétences au service de l'agriculture; l'image négative du secteur agricole véhiculée par les établissements scolaires est considérée comme un facteur qui contribue dans une large mesure à cet a priori. (comptes-rendus disponibles en ligne à l'adresse: <https://webapps.ifad.org/members/sessions/88184-34th-session-of-the-governing-council/documents/199/get/english>).

23 Songhaï est un autre exemple remarquable d'EFTP participatif à assise communautaire. Songhaï a été créé au Bénin avant d'essaimer dans de nombreux autres pays d'Afrique subsaharienne. Ce centre de formation à l'entrepreneuriat agricole a pour objet de mettre à la disposition des jeunes agriculteurs africains une plateforme entrepreneuriale afin qu'ils puissent acquérir les compétences qui leur permettront de pratiquer une agriculture à la fois durable et rentable. Les activités menées dans les centres sont axées sur les technologies écologiques et sur l'acquisition de compétences professionnelles et pratiques. Songhaï est attaché au principe qui consiste à travailler en harmonie avec les écosystèmes locaux, et les centres sont adaptés aux environnements dans lesquels les paysans en formation travaillent. En 2008, Songhaï a été promu Centre d'excellence pour l'Afrique par les Nations Unies.

revenus et offre des perspectives incertaines. Nous devons faire en sorte que tous ces groupes de population aient la possibilité de mettre leurs compétences et leurs savoirs à contribution.

### **Les peuples autochtones**

Les traditions et les savoirs autochtones en matière d'agriculture représentent un potentiel inexploité qui pourrait contribuer aux efforts engagés pour protéger le patrimoine naturel de la planète, atténuer les effets du changement climatique et améliorer les moyens de subsistance des petits producteurs.

- Les femmes et les hommes autochtones ont une connaissance irremplaçable et approfondie de la nature, qu'ils puisent dans l'environnement au sein duquel ils vivent.
- Puisque les terres et territoires autochtones traditionnels concentrent 80% de la biodiversité de la planète, les peuples autochtones sont à même de jouer un rôle décisif dans la gestion des ressources naturelles.

### **Les femmes**

Pour être durables, les approches globales de l'agriculture doivent respecter le principe d'équité. Tout plan qui ne fait pas appel aux compétences de la moitié des agriculteurs de la planète et ne tient pas compte de leurs besoins est voué à l'échec.

- Les femmes représentent une part importante de la main-d'œuvre agricole des pays en développement.
- Il existe de fortes inégalités entre les sexes en matière d'accès à la vulgarisation et au crédit et de droits fonciers, ce qui freine la contribution des femmes à l'agriculture<sup>24</sup>.
- Il est particulièrement urgent d'exploiter pleinement les compétences des femmes au même titre que celles des hommes, compte tenu de l'ampleur des défis à relever.

### **Les jeunes**

L'intensification durable de l'agriculture accorde une grande importance aux savoirs et à l'innovation, ce qui correspond particulièrement bien au profil des jeunes agriculteurs. Toutefois, pour attirer les jeunes vers l'agriculture, il faut tenir un nouveau discours qui souligne le caractère moderne et innovant des perspectives proposées et le potentiel de l'agriculture proprement dite en tant qu'activité rentable dans l'environnement naturel et le contexte de marché que nous connaissons aujourd'hui.

### **L'avenir**

Si elle bénéficie du soutien des politiques et d'un financement suffisant, l'agriculture durable devrait pouvoir être intensifiée dans de vastes zones de production, et ce dans des délais relativement brefs. Le défi que devront relever les responsables des politiques consiste à trouver les moyens de reproduire à plus grande échelle les démarches durables afin que des centaines de millions de personnes puissent en bénéficier, aujourd'hui comme demain. Les clés de la réussite sont notamment:

- De procéder à des investissements de grande ampleur dans la recherche agricole afin de connaître les méthodes qui fonctionnent, de savoir où elles fonctionnent et de les adapter à la situation locale.
- D'évaluer les dégâts que subissent les systèmes agroécologiques sous l'effet des pratiques actuelles.
- De décider, au niveau national, quels sont les systèmes de production qui n'assurent pas la durabilité et quelles démarches durables se prêtent bien à une amplification.

<sup>24</sup> Selon les estimations, si les femmes avaient le même accès que les hommes aux ressources productives, elles pourraient augmenter de 20 à 30% les rendements de leur exploitation, ce qui aurait pour effet d'accroître la production agricole totale des pays en développement de 2,5 à 4%, permettant du même coup de réduire de 12 à 17% le nombre de personnes souffrant de la faim à l'échelle mondiale. (FAO, *La Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*, [Rome, 2010]).

- De collaborer avec les paysans afin de valider les démarches et de les adapter aux écosystèmes locaux.
- D'élaborer des plans d'investissement dans des politiques et institutions adaptées, notamment les organisations paysannes.
- De suivre, évaluer et analyser le déroulement des activités, et de procéder si nécessaire à des ajustements<sup>25</sup>.

Dans le monde entier, il ne fait aucun doute que l'agriculture durable est la solution. Les agriculteurs nous donnent d'innombrables exemples des progrès obtenus lorsque l'on agit en harmonie avec la nature. À longue échéance, c'est la seule façon d'apporter des solutions durables au problème de la faim et de la pauvreté.

## Thèmes de discussion

La réflexion sur les questions suivantes servira de fil conducteur pour les débats du groupe d'experts de haut niveau:

- Compte tenu de l'état des connaissances en matière d'agriculture durable et des éléments qui attestent de la réussite de ce type de démarche partout dans le monde, comment se fait-il qu'il n'y ait pas eu d'action concertée des pouvoirs publics pour instaurer des politiques qui permettraient de les reproduire à l'échelle planétaire?
- Les subventions à l'achat d'engrais et d'autres intrants non écologiques mettent-elles nécessairement en péril le caractère durable de la petite agriculture?
- Les démarches écologiques – agriculture de conservation, gestion durable des forêts ou lutte intégrée contre les ravageurs par exemple – peuvent-elles être appliquées partout? Quels sont les obstacles à leur mise en œuvre?
- Les achats de terres par des entités privées freinent-ils l'évolution vers l'agriculture durable?
- Quelles sont les principales lacunes dans la connaissance des technologies vertes, et comment pouvons-nous faciliter la réalisation de nouveaux travaux de recherche-développement afin d'y remédier?
- Quelles sources de financement est-il possible de mobiliser pour accélérer l'adoption d'approches d'intensification durable de l'agriculture, et comment pouvons-nous faire en sorte que ces ressources financières soient mises à la disposition des petits exploitants de manière efficace et rapide?
- Comment encourager les partenariats public-privé et en faire le moteur d'une croissance verte pour les petits agriculteurs? Comment les filières peuvent-elles servir de vecteurs de développement de l'agriculture durable?

<sup>25</sup> Pour de plus amples informations sur les enjeux de l'intensification durable de l'agriculture et la manière dont cette démarche est susceptible de façonner l'avenir, se référer à l'ouvrage: FAO, *Produire plus avec moins* (Rome, 2011).



Fonds international de  
développement agricole  
Via Paolo di Dono, 44  
00142 Rome, Italie  
Téléphone: +39 06 54591  
Télécopie: +39 06 5043463  
Courriel: ifad@ifad.org  
[www.ifad.org](http://www.ifad.org)  
[www.ruralpovertyportal.org](http://www.ruralpovertyportal.org)

Novembre 2011

Personne à contacter:  
Rosemary Vargas-Lundius  
Coordinatrice principale de recherche  
Bureau de la stratégie et  
de la gestion des savoirs  
Téléphone: +39 06 5459 2350  
Télécopie: +39 06 5459 3350  
Courriel: r.vargaslundius@ifad.org